

Retour de la consultation sur le contrat définitif d'objectifs et de performance de l'AFB

Le contrat d'objectifs et de performance l'AFB a été présenté au bureau du Conseil national de la mer et des littoraux lors de sa séance du 4 du décembre 2018. Afin d'associer l'ensemble du conseil à cette consultation, le COP a fait l'objet d'un envoi électronique à tous les membres titulaires et suppléants du CNML afin de recueillir leurs commentaires et remarques.

Quatre réponses sont parvenues à ce jour : M. Vallette (Nausicaa), M. Romiti (CNPMM), M. Solas (Fédération de la randonnée pédestre) et M. Moly (CMF Méditerranée)

M. Vallette, M. Romiti, et M. Moly ont apporté des remarques et commentaires aux orientations stratégiques

M. Solas (Fédération de la randonnée pédestre) a approuvé toutes les orientations.

Orientation stratégique n° 1 – Susciter la mobilisation de tous autour de la mise en œuvre du « Plan Biodiversité » et la préparation de la nouvelle stratégie nationale pour la biodiversité

[L'établissement doit favoriser la prise de conscience du fait que la biodiversité est l'affaire de tous, mais aussi la valoriser comme un facteur de dynamisme économique et social, en mobilisant mieux et plus fortement les acteurs de la société civile, les collectivités, les acteurs économiques et les citoyens autour de ces enjeux, en partenariat étroit notamment avec les Régions. En 2019 et 2020, elle inscrit son action dans le cadre de la mobilisation des acteurs non étatiques et de l'agenda de l'action accompagnant le Plan Biodiversité et trouvant leur point d'orgue au Congrès mondial de la nature en 2020.]

Remarque (M. Vallette) : Le plan stratégique d'actions doit refléter un véritable « plan Marshall » pour sauver ce que l'on pourra de la biodiversité.

Le plan stratégique prévoit un partenariat avec le Museum, mais ce n'est pas suffisant. Pour information le Museum reçoit 600 000 visiteurs par an. C'est beaucoup mais pas assez pour forger un véritable retournement dans les esprits, même si d'autres canaux complémentaires y sont orchestrés. Il est nécessaire de travailler avec tous les canaux et réseaux existants comme le Réseau Océan Mondial (450 millions de public touché par an, avec des chevauchements avec le monde des aquariums) auxquels il faut ajouter tous les réseaux sociaux que chacun d'entre nous utilise. Il faut également créer de véritables actions partenariales avec les agences existantes, d'état mais pas seulement (France Agrimer, Ademe,...) les ONG (UICN,...) mais aussi les professionnels (CNPMM, industriels, etc.),...sans oublier les chasseurs, pêcheurs amateurs, etc.

Il semble, à la lecture de ce projet, que l'AFB ouvre la porte vers de tels partenariats, mais semble considérer une action malgré tout très verticale, alors qu'à l'ère du digital, il faudrait plutôt emprunter une architecture de type réseau internet.

Le lien terre-mer est insuffisamment mis en avant.

Orientation stratégique n°5 – Consolider l'organisation des missions de l'établissement, notamment en coordination avec les services de l'État, et préparer les conditions favorables à l'intégration de ces missions au sein d'un nouvel opérateur

[L'Agence doit réussir les transformations internes lui permettant de relever les défis précédents : faire émerger une culture commune au sein de ses équipes et trouver un nouvel équilibre entre ses missions. La conduite de ses missions doit s'inscrire en permanence dans la recherche d'efficacité et d'optimisation, tant dans la priorisation de son action – pour agir là où sont les enjeux et leviers pour la reconquête – que dans l'utilisation de ses moyens (humains, financiers et immobiliers). En

particulier, l'Agence recherche la meilleure articulation et complémentarité possibles avec l'action des services de l'État et des autres établissements publics de l'environnement. Ce faisant, l'Agence s'implique activement dans la préfiguration du nouvel opérateur résultant de sa fusion avec l'ONCFS.]

Remarques (M. Romiti -CNPMM) : Cette orientation stratégique est la conséquence du projet de loi sur la fusion de l'ONCFS et de l'AFB. A cet égard, cette fusion fait craindre le risque d'une perte certaine de la maritimité de l'agence, même si elle vise à renforcer les modes d'expertises et d'actions (notamment de la police) en faveur des enjeux mentionnés. Toutefois la perspective d'une composition resserrée du conseil d'administration fait craindre une surreprésentation des acteurs terrestres ; il est donc nécessaire que la représentation des acteurs maritimes au sein du Conseil d'administration soit maintenue. Le nouvel établissement ne doit pas oublier ses missions sur les milieux aquatiques et marins.

Remarque (M. Moly) : Proposition d'une sixième orientation stratégique :

Le rôle de gestionnaire de l'AFB au travers des aires protégées, notamment celles dont elle a la responsabilité directe : parcs naturels marins, sites Natura 2000 et demain les réserves gérées par l'ONCFS, soit mis en valeur comme une orientation stratégique à part entière.

Orientation stratégique n°6 - Soutenir et promouvoir la gestion et la conservation de la biodiversité terrestre et marine au travers des aires protégées et de leur mise en réseau.

[Les aires protégées ont fait la preuve de leur efficacité en matière de sauvegarde et de restauration de la biodiversité et des fonctionnalités des écosystèmes. La résilience de ces territoires est le meilleur gage d'adaptation face au changement climatique.]

Dans les quinze attentes de la tutelle visées dans les déclinaisons stratégiques, il serait aussi bienvenu de compléter le point **10/** par les précisions suivantes :

« Dans le cadre de la révision de la stratégie de gestion et de création des aires marines protégées qui sera présentée en 2020 au congrès mondial de l'UICN à Marseille, conforter la gestion des opérateurs existants et soutenir la création de nouveaux espaces protégés. »

Sur l'objectif opérationnel 2.2, où figure la mention suivante « des parcs naturels marins confrontés à une problématique de moyens alloués, principalement humains », sans autre perspective. Un contrat d'objectif et de performance établi pour 6 ans ne peut pas se satisfaire de ce simple constat, alors même que les parcs naturels marins répondent à de nombreux objectifs stratégiques de l'AFB que l'on retrouve à différents chapitres du document.

Il est donc nécessaire d'accroître les moyens accordés à ces aires marines protégées originales par leur gouvernance - parties intégrantes de l'AFB - dans ce document cadre pluriannuel.